

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article711>

Grève générale : Appel des 3 Fédérations aux locataires

- Dossier spécial LKP - Soutiens - Guadeloupe -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 26 janvier 2009

Mis à jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

Depuis la fin de la campagne des présidentielles, les fédérations d'associations de locataires ne cessent d'alerter les locataires sur les mauvais coups qui allaient leur être portés dans le logement social et la consommation par les ministres de Mr. SARKOZY, respectivement Mme BOUTIN pour le logement social, Mr. Luc CHATEL pour la consommation avec un projet de loi dit « de mobilisation pour le logement ».

Nous disons qu'il ne s'agit pas d'injecter des millions pour des constructions de logement sociaux et oublier les personnes qui y vivent et qui deviennent de plus en plus pauvres avec la logique de rentabilité maximale des bailleurs, ne pouvant plus payer les loyers en augmentation constante donc sous la menace d'expulsions par la méthode d'étouffement financier, ni acheter les produits de première nécessité qui augmentent tous les jours puisqu'il n'y a pas de contrôle et de transparence des prix...

Les locataires voient leur pouvoir d'achat se réduire comme une peau de chagrin.

LA SITUATION EST GRAVE

Cette loi adoptée par le Sénat depuis le 11 décembre remet en cause les fondements du logement social :

- [-] l'accessibilité aux logements décents du plus grand nombre de nos concitoyens
- [-] le maintien dans les lieux pour ceux qui y habitent
- [-] la mise à la porte des classes moyennes, rejet pur et simple de la mixité sociale donc ghettoïsation à outrance des résidences HLM.

POUR CELA QUELS MOYENS SONT UTILISES ?

[-] A - Dans le logement social :

- [-] 2009 : nouvelle augmentation de loyers de 3 % et pourtant la ministre parle baisse des loyers
- [-] abaissement de 10 % des plafonds de ressources : moins de personnes auront droit à un logement HLM et beaucoup de ceux qui resteront devront payer un surloyer (SLS) fortement augmenté au lieu de sa suppression réclamée par toutes les Confédérations de locataires
- [-] remise en cause du maintien dans les lieux des locataires dépassant de deux fois les plafonds de ressources. Ils auront trois ans pour quitter leur logement
- [-] les locataires âgés ou pas dont les enfants auront quitté la maison pour les études ou la recherche d'emploi seront considérés en sous occupation et après 3 propositions dans un logement plus petit, devront partir. Plus question d'accueillir ses enfants revenus car au chômage ou les petits enfants
- [-] facilitation des expulsions : le juge de l'exécution aura 1 an au lieu de 3 ans pour suspendre sa décision d'expulsion

[-] B - Dans la consommation :

- [-] diminution du remboursement des patients consultant directement un spécialiste
- [-] retrait de la liste de certains médicaments, pas de remboursement
- [-] augmentation de 3 % des produits d'alimentation générale : produits frais, produits laitiers (*source INSEE*)
- [-] augmentation du crédit à la consommation dans les banques (5 à 20 % d'intérêt)

[-] Plus de négociation et réduction des plans d'apurement aux impôts (alors que les percepteurs et autres inspecteurs n'ont perdu aucun de leurs avantages depuis le Moyen Age, ils touchent sur tout ce qui rentre)

[-] en prévision, augmentation de l'eau et de l'assainissement

[-] disparition de la DDCRF (*Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes*), seul organisme avec des représentants des consommateurs qui assurait la défense des intérêts économiques (loyauté des transactions et qualité des produits) intérêts matériels et physiques (sécurité des produits alimentaires des consommateurs).

LOCATAIRES NOUS DEVONS REAGIR !

Les trois fédérations CLCV, CNL, CSF ont rejoint un collectif de plus quarante associations, organisations, syndicats, partis politiques de tous horizons qui ont décidés de s'unir, de se mettre ensemble, chacune avec ses revendications qui se recoupent, se rejoignent et démontrent que le pouvoir d'achat, les conditions de vie et de travail, de logement n'assurent plus le bien-être de la population.

LOCATAIRES MOBILISEZ-VOUS !

CLCV (Consommation, Logement & Cadre de Vie)

CNL (Confédération Nationale du Logement)

CSF (Confédération Syndicale des Familles)